

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

DÉCRET

de M. le Président de la République

RELATIF A LA

Création en France d'une Armée Polonaise

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 4 juin 1917.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le nombre des Polonais qui prennent déjà part à la lutte pour le droit et la liberté des peuples, ou qui sont susceptibles de s'enrôler au service de la cause des alliés, est assez élevé pour justifier leur réunion en un corps distinct.

D'autre part, les intentions des gouvernements alliés, et en particulier du gouvernement provisoire russe, au sujet de la restauration de l'Etat polonais, ne sauraient mieux s'affirmer qu'en permettant aux Polonais de combattre partout sous leur drapeau national.

Enfin nous estimons que la France doit tenir à honneur de concourir à la formation et au développement d'une future armée polonaise. Les affinités qui unissent nos deux races et l'affection que les Polonais n'ont jamais cessé de témoigner à notre pays nous font une obligation morale de participer à cette touchante et glorieuse mission.

Si vous partagez cette manière de voir, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature le décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères,
A. RIBOT.

Le Ministre de la Guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

**Le Président de la République française,
Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des
Affaires Etrangères, et du Ministre de la Guerre,**

Décète :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, en France, pour la durée de la guerre, une armée polonaise autonome, placée sous les ordres du haut commandement français et combattant sous le drapeau polonais.

ART. 2.

La mise sur pied et l'entretien de l'armée polonaise sont assurés par le Gouvernement français.

ART. 3.

Les dispositions en vigueur dans l'armée française concernant l'organisation, la hiérarchie, l'administration et la justice militaire sont applicables à l'armée polonaise.

ART. 4.

L'armée polonaise se recrute :

- 1° Parmi les Polonais servant actuellement dans l'armée française ;
- 2° Parmi les Polonais d'autres provenances admis à passer dans les rangs de l'armée polonaise en France ou à contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre au titre de l'armée polonaise.

ART. 5.

Des instructions ministérielles ultérieures régleront l'application du présent décret.

ART. 6.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 juin 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,*
A. RIBOT.

Le Ministre de la Guerre,
PAUL PAINLEVÉ.

L'ARMÉE POLONAISE EN FRANCE

Finis les jours de notre impuissance ! Les vœux ardents des champions de l'Indépendance de la Pologne, de ceux qui luttèrent pour la réunion de ses terres morcelées, ces vœux sacrés se sont réalisés.

L'idée d'une Armée polonaise indépendante en France est aujourd'hui un fait accompli. Nous saluons ce jour, les yeux pleins de larmes de joie.

Nous le saluons comme la juste récompense qui nous était due pour notre foi inébranlable en la solidité des liens inviolables de fraternité qui, depuis des siècles, unissaient la France à la Pologne.

Nous saluons en lui l'aurore de notre résurrection, de notre liberté, de notre indépendance.

L'Armée polonaise en France !

Sera-t-elle semblable aux légions de Dombrowski, à ces bataillons numériquement faibles formés avec le consentement du général en chef et dans les rangs desquels se pressaient les débris de l'armée de Kościuszko ?

Non !

L'Armée polonaise en France ne sera rattachée à la tradition glorieuse des légions que par le souffle puissant d'héroïsme qui les anima. Il y régnera le même esprit que celui dont étaient fiers les modestes détachements polonais de 1797. Comme jadis les troupes de l'immortel Dombrowski, l'Armée polonaise d'aujourd'hui, nous le croyons ferme, aura le bonheur de rentrer victorieuse en Pologne.

L'Armée polonaise en France sera « autonome », c'est-à-dire que ce sera une Armée nationale polonaise.

Cette Armée combattrait sous l'étendard polonais, elle sera commandée par des officiers polonais, ses uniformes seront polonais, elle prêterait serment à la Pologne Unifiée et Indépendante.

Elle sera forte à toutes épreuves comme l'acier.

Elle sera munie de tout ce que veut aujourd'hui l'art de la guerre. Ce sera une armée modèle.

Elle revendiquera l'arme à la main la force imprescriptible de nos droits.

Au bas des notes diplomatiques qui ont annoncé notre Unification et notre Indépendance, elle inscrira en lettres de feu le mot sublime « Pologne ».

Ce seront des principes démocratiques qui présideront à la constitution de cette Armée, principes dignes des traditions de notre Chef, l'immortel Kościuszko, dignes de la grande République sur le sol de laquelle elle est appelée à naître.

L'emblème de l'Aigle blanc répandra sur tout le monde ses rayons éclatants. Le soldat

verra respectée sa dignité de citoyen. Les privilèges ne seront dus qu'au mérite personnel.

L'Armée polonaise en France sera le symbole de l'Unité indissoluble de notre Patrie reconstituée désormais pour toujours. Cette armée ne sera formée uniquement que de Polonais.

Au Volontaire, elle ne posera qu'une seule question : « Es-tu Polonais ? »

Pareille au soleil qui sèche le matin la terre détrempée par une averse de nuit, l'Armée polonaise réunira en un organisme puissant tous ceux, sur qui pesait jusqu'ici la malédiction de l'esclavage et de leur rat-

tachement à des Etats différents, elle séchera les larmes de notre pauvre peuple condamné dans sa misère à errer à travers le monde entier.

Elle ouvrira en premier lieu ses rangs à tous ceux qui, à l'Occident, se trouvent disséminés dans des unités, des divisions et des armées différentes. Ils formeront la base, le noyau autour duquel se groupera une force imposante, animée d'un esprit puissant et des plus purs sentiments patriotiques, une force appelée à jouer un rôle de grande portée dans l'histoire de notre pays.

Voilà ce que sera l'Armée polonaise en France !

Fédération des Sokols Polonais en Europe Occidentale

A nos Frères-Sokols des Etats-Unis de l'Amérique du Nord,
A nos Frères-Sokols du Canada,
A nos Frères-Sokols de l'Amérique du Sud,
A nos Frères-Sokols dispersés dans toute l'Europe Occidentale,
A nos Frères-Sokols de la Fédération.

Compagnons,

Béni soit dans les siècles le nom des Sokols Polonais !

Bénie soit la Providence qui nous a permis de vivre des heures pleines d'une telle allégresse !

Je vous annonce, Compagnons, une grande nouvelle.

Sur l'initiative du gouvernement de la République Française, il se forme actuellement ici, en France, une Armée nationale polonaise, indépendante et autonome.

Cette Armée combattrait sous le drapeau polonais, sera commandée par des officiers polonais, aura une tenue polonaise et prêterait serment à la Pologne Unie et Indépendante.

Tous les officiers et soldats polonais se trouvant dans une des armées alliées sur le front occidental, au Maroc, en Algérie ou en Orient seront réunis dans un camp polonais pour former les cadres de la future Armée Polonaise. Tous les Polonais passeront dans l'Armée Polonaise avec leurs grades respectifs ; les titres de nos compagnons Sokols seront respectés.

Notre Fédération, comme vous le savez, Compagnons, dès que la guerre a éclaté, a tenu ses serments sacrés. C'est elle qui a organisé les premiers déta-

chements des Volontaires polonais dans l'armée française, et elle a subi des pertes douloureuses au Champ d'Honneur. Le Moniteur de notre Fédération a péri de la mort des braves à la bataille d'Arras ; à ses côtés est tombé le président de la Société des Sokols de Barlin au milieu de ses camarades Sokols, qui, par leur mort héroïque, ont fait revivre la tradition de la bravoure du soldat polonais.

Les Sokols de notre Fédération ont donné aux Volontaires polonais en France, à ces précurseurs de l'Armée polonaise, la fleur de leur jeunesse.

Aujourd'hui, ils jetteront dans la balance de notre sainte cause jusqu'à leurs cadres.

Au ralliement, Frères-Sokols ! Accourez tous sous l'étendard national ! Posons la pierre angulaire de la Pologne Unifiée et Indépendante !

Accourez tous jusqu'au dernier ! Remplissez les rangs de l'Armée polonaise.

Que ceux de vous, Compagnons, qui sont à l'étranger ou bien au delà des mers, s'adressent aux Ambassades ou aux Consuls de France. Leur concours vous est assuré pour vous faciliter votre incorporation dans l'Armée nationale.

Quant à ceux de vous, Compagnons, qui habitez sur le sol de France, qu'ils s'adressent directement à la Mission Militaire Franco-Polonaise.

N'hésitez pas un seul instant ! L'heure du Grand Rassemblement a sonné !

Vous l'attendiez cette heure depuis de longues années ! Elle est enfin venue !

Frères-Sokols ! celui qui a été appelé à présider votre Fédération en Europe Occidentale, s'enrôle lui-même sous le drapeau. C'est pour lui un simple devoir mais aussi le plus grand honneur d'avoir

été admis à être le premier volontaire de l'Armée polonaise, qui se constitue actuellement.

Accourez tous, Compagnons !

Venez isolément, venez par groupes, venez par organisations, par sociétés, venez par détachements entiers !

Je vous attends ! Vous viendrez tous, parce que vous êtes Sokols, parce que vous êtes Polonais, parce que vous êtes les fils fidèles de la Sainte Pologne.

Salut !

VENCESLAS GĄSIOROWSKI,

Président de la Fédération des Sokols-Polonais en Europe Occidentale
Premier Volontaire de l'Armée Polonaise en France.

5 Novembre 1916-5 Juin 1917

Le 5 novembre 1916, par une déclaration sensationnelle, les deux Kaisers germaniques faisaient mine de disposer souverainement de la nation polonaise.

Occupant la Pologne depuis quinze mois, ils se résignaient enfin à lui donner sur le papier, la promesse d'une organisation autonome.

Si incertaines et si fallacieuses que fussent ces promesses allemandes, la Pologne ne pouvait manquer d'en tenir compte.

Soumise aux Empires du Centre, écrasée par leurs formidables armées, abandonnée à l'arbitraire de ses nouveaux maîtres, de quel côté l'infortunée Pologne aurait-elle pu tourner les yeux ?

Du côté de la Russie ? Vers cette anarchie latente que Varsovie connaît si bien pour en avoir si longtemps supporté les effets ? Vers ce désordre énorme et calamiteux, où les Polonais avertis sentaient poindre déjà la trahison prochaine ? Vers ce tsarisme incohérent et incompétent, tour à tour prometteur et trompeur, menteur, et complémenteur, menacé d'une débâcle finale, et capable, dans sa détresse, de signer une paix honteuse aux dépens même de la Pologne ?

Deux mois auparavant l'offensive de Broussilov s'était arrêtée, au moment même où la malheureuse Roumanie entraînait en guerre pour se faire écraser. La monarchie branlante de François-Joseph que l'on croyait voir se briser au premier choc, avait abattu ses deux dangereux voisins, serbe et roumain ; l'Italie était tenue en échec ; la France et l'Angleterre avaient assez à faire pour regagner la Belgique perdue et les départements envahis ; nul secours immédiat ne pouvait venir à la Pologne, ni de l'Occident ni de l'Orient.

Lourdement écrasée par la force germanique, la Pologne devait vivre néanmoins et sauvegarder ses intérêts nationaux déjà si compromis par les invasions répétées des Russes et des Allemands.

C'est à cette tâche patriotique que voulut se consacrer le Conseil d'Etat provisoire, nommé à Varsovie au début de janvier dernier.

Le Conseil d'Etat polonais a-t-il réussi dans ses desseins ? Assurément, puisqu'il est parvenu à retarder la formation de cette armée que l'Allemagne s'efforce de lever en Pologne pour la tourner contre la Russie.

Cette œuvre négative du Conseil d'Etat a été plus efficace peut-être que son œuvre positive, contrariée constamment par l'hostilité germanique.

Mais la révolution russe éclate. Les révolutionnaires bourgeois promettent à la Pologne une sorte d'union libre avec la Russie ; les révolutionnaires socialistes lui promettent presque aussitôt la liberté et l'indépendance complètes.

Les puissances germaniques effrayées de ce débordement libertaire s'efforcent d'abord d'en cacher le sens et la portée à la Pologne prisonnière ; pendant quelques semaines elles réussissent à donner le change à l'opinion polonaise ; mais enfin Varsovie connaît les déclarations authentiques du gouvernement provisoire de Pétrograd et la Pologne est éclairée.

Elle apprend que la Russie démocratique renonce à tout esprit de conquête, qu'elle ne prétend pas ramener ses troupes à Varsovie, encore moins ses fonctionnaires, et qu'elle salue chaleureusement la renaissance prochaine d'une Pologne également démocratique.

A cette nouvelle, le Conseil d'Etat de Varsovie cesse ses fonctions et renonce à collaborer avec les autorités germaniques maîtresses de la Pologne ; le Club polonais du Reichsrat, les 72 représentants de la Galicie polonaise, demandent à Vienne la libération de la Pologne autrichienne et, son rattachement à la Pologne unifiée, « ayant un accès à la mer ».

Le tsarisme effondré, la crainte de la Russie dissipée, la Pologne retrouve aussitôt les innombrables liens qui l'unissent aux démocraties de l'Occident, et du jour où la libre Amérique apporte aux Alliés le secours de sa formidable puissance, la Pologne confiante dans les généreuses paroles du président Wilson, la Pologne reconfortée ne doute plus de sa voie !

L'Angleterre et la France cependant semblaient encore se réserver, et certains Polonais se rappelant les enthousiastes manifestations d'autrefois étaient près de trouver bien tièdes les Alliés d'Occident, la France surtout.

La France, au cours de cette crise, n'a point parlé sans doute comme elle faisait autrefois ; mais elle a fait mieux, elle a agi. On saura peut-être un jour tout ce qu'elle a fait, tout ce qu'elle a tenté auprès de la Russie, et aujourd'hui, la

création d'une armée polonaise en France n'est que l'aboutissant naturel de la politique d'affection et de sympathie que la France a poursuivie depuis trois ans à l'égard de la Pologne.

Certes, « l'armée » polonaise en France ne saurait être qu'un appoint aux forces énormes franco-anglaises luttant sur notre front ; mais la nouvelle armée polonaise vaudra moins par le nombre de ses combattants, que par le symbole merveilleux qu'elle doit représenter.

Le 5 novembre 1916, quand elles se croyaient sûres de dominer la Pologne, les puissances germaniques ont prétendu mettre sur pied une armée polonaise et la faire servir à leurs desseins ; après sept mois d'efforts elles n'y sont point parvenues.

Le 5 juin 1917, la France vient de proclamer la réunion en une « armée polonaise » de tous les Polonais qui combattent ou qui veulent combattre avec elle pour la cause nationale ; les Alliés de la France donnent leur approbation à ce projet et la Russie déjà commence à grouper en corps distincts les troupes polonaises dispersées dans ses armées et elle leur restitue les drapeaux nationaux de 1831.

En présence de cette armée nouvelle de la Pologne dont les tronçons vont se trouver en France et en Russie, que pourrait bien signifier une armée levée en Pologne sous les ordres de l'Allemagne ? Contre qui cette armée récalcitrante que les puissances germaniques n'ont pu rassembler jusqu'à ce jour, contre qui tournerait-elle ses armes ? Contre la Russie qui a cessé d'occuper les territoires polonais et qui renonce à les reprendre ? Contre la Russie qui proclame son amitié pour la Pologne, qui reconnaît son indépendance et donne pour gage de cette indépendance l'organisation d'une armée polonaise.

Non ! les forces qui restent à la Pologne ne doivent point grossir les régiments polonais enrôlés malgré eux sous les drapeaux de la Prusse et de l'Autriche. Vienne et Berlin ne peuvent envisager que l'asservissement de la Pologne. C'est vers la France et ses alliés, vers les démocraties d'Europe et d'Amérique, en lutte contre le militarisme prussien, que la Pologne doit tourner ses regards remplis des espérances les plus hautes et les plus légitimes.

GEORGES BIENAIMÉ.

Mission militaire Franco-Polonaise

Pour organiser l'armée Polonaise en France, M. le Ministre de la Guerre a formé une Mission Militaire Franco-Polonaise.

Le général de division, Louis Archinard, un des généraux français les plus mérités, administrateur célèbre, organisateur habile et ancien commandant des troupes coloniales, en a été nommé le chef. Le général Archinard est membre du Conseil de Guerre et, pendant sa longue carrière, il a eu souvent des Polonais sous ses ordres.

Le lieutenant-colonel Adam Mokiejewski sera le collaborateur le plus direct du Général. Il est d'une famille des plus honorablement connues dans le Royaume de Pologne.

Les bureaux de la Mission Militaire Franco-Polonaise se trouvent 4, rue Chanaleilles, dans un hôtel privé.

Le jour de l'ouverture des bureaux de la Mission sera annoncé par la voix de la presse.

C'est là qu'il faut adresser toutes les lettres, demandes de mutation et d'engagement.

En 1797

Proclamation aux Polonais pour leur annoncer

la formation des légions d'Italie

Milan, 1^{er} pluviôse an V (20 janvier 1797).

Dombrowski, lieutenant-général polonais, autorisé à former des légions polonaises en Italie.

A ses concitoyens !

Fidèle à ma patrie jusqu'au dernier moment, j'ai combattu pour sa liberté sous l'immortel Kosciuszko : elle a succombé, et il ne nous reste que le souvenir consolant d'avoir versé notre sang pour le pays de nos ancêtres, et d'avoir vu nos drapeaux triomphants à Dubienka, Racławice, Varsovie et Wilno.

Polonais ! l'espérance nous rallie ! La France triomphe, elle combat pour la cause des nations ; tâchons d'affaiblir ses ennemis ; elle nous accorde un asile, attendons de meilleures destinées pour notre pays. Rangeons-nous sous ses drapeaux, ils sont ceux de l'honneur et de la victoire.

Des légions polonaises se forment en Italie, sur cette terre jadis le sanctuaire de la liberté ; déjà des officiers et des soldats, compagnons de vos travaux et de votre courage, sont avec moi ; déjà les bataillons s'organisent !... Venez, compagnons, jetez les armes qu'on vous a forcés de porter ! Combattons pour la cause commune des nations, pour la liberté sous le vaillant Bonaparte, vainqueur de nos ennemis.

Le triomphe de la République française, c'est notre unique espérance ; c'est par elle, c'est par ses alliés, que nous reverrons peut-être avec joie ces foyers chéris que nous avons abandonnés avec des larmes !

Au quartier général de Milan, le 1^{er} pluviôse, l'an V de la République française une et indivisible : — 20 janvier 1797.

Le lieutenant-général polonais,
HENRI DOMBROWSKI.

NOS BRAVES

Silberstein Georges, sergent-pilote à l'escadrille N-395 ; volontaire polonais, vient d'être cité à l'ordre de l'aéronautique :

« De nationalité étrangère, s'est engagé pour la durée de la guerre. Très bon pilote : a fait preuve dans toutes les missions qui lui ont été confiées, tant à l'arrière qu'au front, des plus belles qualités de courage, d'allant et de calme résolution. »

Landéau Sigismond, volontaire polonais, conducteur de 2^e classe de la Section Sanitaire n° 92, vient d'être cité à l'ordre de la Direction du Service de Santé :

« Polonais, engagé volontaire pour la durée de la guerre, très bon serviteur, s'est prodigué pendant toute la durée de l'offensive avec le plus grand mépris du danger. » (Extrait de l'ordre n° 4, approuvé par M. le Général commandant la 45^e division d'Infanterie, n° 11267/2.)

EFFERVESCENCE DANS LA LÉGION AU ROYAUME DE POLOGNE

Les autorités allemandes du Royaume de Pologne ont commencé à faire comparaître devant les conseils de revision les très peu nombreux volontaires qui, après l'acte du 5 novembre, s'étaient engagés dans l'armée que l'on devait former dans le Royaume de Pologne. Afin de soumettre ces volontaires à une préparation militaire, la Légion galicienne qui doit constituer les cadres de la nouvelle armée avait été divisée en sections militaires, et en sections d'instruction des recrues. Toutes ces mesures avaient été prises sans l'approbation du Conseil d'Etat provisoire et sans la participation du commandement de la Légion. De plus, on avait nommé commandants de régiments et chefs de bataillon en majeure partie des Allemands qui ne parlaient pas polonais. Les écriteaux dans les camps étaient en allemand. On avait même voulu faire de l'allemand la langue du service et du commandement. C'est encore en allemand qu'étaient rédigés les ordres.

Les officiers et les soldats de la Légion se sont vivement opposés à ces dispositions : dans certains camps ils ont renvoyé les ordres avec l'annotation : « Je ne comprends pas » ; dans d'autres ils ont demandé à être affectés de nouveau aux régiments de l'active. De vives protestations se sont fait jour, dont la censure ne nous permet pas, pour le moment, de connaître les détails. Toutefois on a dû en arriver à une situation fort critique puisque non seulement M. Zieliński, commandant de la Légion, mais encore M. Niemojowski, maréchal de la Couronne (président du Conseil d'Etat provisoire), se sont vus forcés de publier une proclamation invitant officiers et soldats au calme, à la réflexion, au respect de la discipline. En même temps les autorités allemandes ont supprimé les écriteaux allemands et se sont mises à rédiger les ordres en polonais.

Le lieutenant de la Légion, M. Moraczewski, député socialiste au Reichsrat de Vienne, qui, en connexion avec ce conflit, avait été arrêté à Varsovie, vient, nous apprend-on, d'être libéré, mais à condition de partir immédiatement pour la Galicie.

Tous les Polonais de Galicie pour une Pologne

indépendante, unifiée, avec accès à la mer.

Opposition contre le gouvernement autrichien.

Comme nous l'avons annoncé, le Club polonais du Reichsrat de Vienne, à l'unanimité, sauf les voix de quelques conservateurs, a voté le 16 mai deux résolutions : la première, de principe, demandant une Pologne unifiée, indépendante, avec accès à la mer ; la seconde, refusant au gouvernement autrichien l'appui de la représentation polonaise. La résolution de principe devait être encore soumise à l'approbation d'une assemblée de tous les députés polonais, non seulement au Reichsrat, mais encore à la Diète de Galicie, assemblée convoquée pour la Pentecôte à Cracovie.

Trois jours avant cette réunion, à l'initiative des députés socialistes de Cracovie, a eu lieu une conférence des représentants de tous les partis polonais et des organisations sociales polonaises. La première des résolutions votées dans cette conférence n'a pas pu être publiée par suite de l'interdiction de la censure autrichienne. La seconde se solidarise avec les votes du 16 mai du Club de Vienne. La troisième souligne que, eu égard au changement survenu dans la situation

politique (passage des Polonais au camp de l'opposition au gouvernement autrichien), le Club polonais ne peut chercher un appui qu'au près de la nation polonaise elle-même. La quatrième est conçue en ces termes : « Considérant qu'on s'efforce d'exercer une pression sur le Club polonais par des menaces de représailles économiques, nous invitons le Club à affirmer que c'est le devoir de l'Etat de reconstruire le pays ravagé par la guerre, et de l'indemniser des sacrifices disproportionnés qui lui ont été imposés pendant la guerre — et cela quelle que soit la forme de solution de la question polonaise, et quelle que soit l'attitude du Club polonais à l'égard du gouvernement. »

La dernière résolution exige la dissolution du Comité suprême national (organisation austro-philie, qui a créé la Légion galicienne).

La séance des députés polonais au Reichsrat et à la Diète de Galicie, qui s'est tenue le 28 mai a été une éclatante affirmation de solidarité nationale. La résolution du 16 mai, du Club de Vienne, en faveur d'une Pologne indépendante, unifiée, avec accès à la mer a été approuvée à l'unanimité des présents, y compris les conservateurs. Cela a donné lieu à d'imposantes manifestations nationales au cours desquelles ont pris la parole les députés qui, les premiers au Club, avaient soulevé le programme national dans toute son ampleur, à savoir : les nationaux démocrates, les députés du parti populaire et les socialistes.

L'unification des territoires polonais en un Etat vraiment indépendant, avec accès à la mer (Bouches de la Vistule, Gdańsk — Danzig) a été de tout temps le postulat du Royaume de Pologne et de la Pologne prussienne. A ces revendications sont contraires — on le sait — les puissances centrales, et surtout les Prussiens et les Allemands.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Le Conseil d'Etat du Royaume de Pologne a suspendu ses fonctions.

Le Conseil d'Etat provisoire du Royaume de Pologne communique qu'il a suspendu ses fonctions officielles.

Le Conseil d'Etat, composé de représentants des partis de la minorité dans le Royaume, qui se sont placés sur la base de la proclamation austro-allemande du 5 novembre 1916, a pris de plus en plus une attitude d'opposition vis-à-vis des autorités d'occupation allemandes, ces dernières ayant rendu tous ses efforts infructueux. Pour manifester sa protestation contre les autorités allemandes et leur politique hostile aux aspirations nationales polonaises, le Conseil d'Etat provisoire s'est décidé à suspendre ses fonctions officielles.

En même temps on signale de Varsovie qu'y ont été arrêtés le lieutenant de la Légion galicienne, député socialiste au Reichsrat de Vienne, M. Moraczewski, et M. Filipowicz, fonctionnaire du département politique du Conseil d'Etat.

— La décision des empires centraux concernant le Conseil d'Etat du Royaume de Pologne.

Le « Lokal-Anzeiger » de Berlin publie à la date du 30 mai l'information suivante où on lit textuellement :

« Bien qu'on ne puisse pas compter sur une solution immédiate du problème de la régence et de quelques autres questions que le Conseil d'Etat a indiquées comme urgentes, il est indubitable que les pourparlers qui ont eu lieu ces temps derniers entre Berlin et Vienne ont abouti à une décision selon laquelle on accorderait au Conseil d'Etat polonais des compétences encore (?) (A. P. C.) plus étendues dans le domaine du droit politique, compétences qui lui permettraient de développer son activité d'une manière plus féconde sous différents rapports. Le Conseil d'Etat a suspendu ses séances jusqu'au moment où il recevra communication de ces décisions. »

— Les gouvernements des empires centraux et le Conseil d'Etat provisoire du Royaume de Pologne.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, le Conseil d'Etat provisoire du Royaume de Pologne a suspendu ses fonctions officielles le 17 courant. Il a pris cette décision, bien que trois jours auparavant le général-gouverneur lui eût communiqué qu'il était prêt à confier au Conseil l'administration de la justice et de l'enseignement. Cet acte a visiblement fait une forte impression sur les autorités d'occupation qui, par l'entremise de M. Konopka, commissaire du gouvernement général autrichien, sont entrées en pourparlers avec M. Pomorski, vice-maréchal du Conseil d'Etat.

Simultanément ont eu lieu à Vienne et au quartier général allemand des conférences relatives aux exigences du Conseil d'Etat, entre le comte Czernin, ministre autrichien des affaires étrangères, et le chancelier Bethmann-Hollweg. Il y a, paraît-il, été question de tous les partis du Royaume de Pologne, et non, comme l'était le Conseil d'Etat, des partis de la minorité adhérente de la proclamation austro-allemande du 5 novembre. La question du régent, assure-t-on, n'y a pas été résolue positivement.

— Cracovie littéralement menacée de la famine.

A l'aide d'un système draconien de réquisitions, appliqué avec la plus inflexible rigueur par les autorités civiles et militaires, le gouvernement autrichien a dépouillé la Galicie de milliers de wagons de vivres pour les diriger sur Vienne, les provinces occidentales de l'Autriche et même l'Allemagne.

Les motions qui ont été adoptées à une des dernières séances de la commission municipale d'approvisionnement de Cracovie, mettent crûment en relief les résultats auxquels a abouti cette exploitation, contre laquelle le pays et ses représentations locales étaient absolument impuissants. Il y a été décidé « d'adresser de la part de la municipalité un appel à la population cracovienne où serait exposé l'état désespéré de l'approvisionnement de la ville et où les habitants de Cracovie seraient invités à prendre leurs vacances dès le mois de juin. Cette année, vu la famine qui règne en ville, le départ à la campagne doit prendre les proportions les plus considérables. Ces deux mois seront les plus critiques pour l'approvisionnement. Le pain et les pommes de terre manqueront complètement ».

Conjointement la population doit être informée que le lieutenant-gouverneur a pour le moment réduit la ration de pain à 2.000 gr. pour 14 jours, au lieu de 2.520 gr. accordés jusqu'ici. On prévoit encore de prochaines et notables réductions.

De plus, la municipalité de Cracovie a demandé, entre autres, aux autorités scolaires de fermer toutes les écoles primaires, secondaires et supérieures de la ville le 10 juin au plus tard, vu l'extrême disette à laquelle on est réduit.

Le vice-président de la ville a déclaré que la provision de farine suffit à peine pour quelques jours, qu'il n'y a plus du tout de pommes de terre, et que, d'autre part, toute arrivée de produits alimentaires a complètement cessé. En présence de cette situation, la présidence de la ville rejette la responsabilité des tristes conséquences qu'elle peut avoir sur les autorités gouvernementales, seules coupables de ce lamentable état de choses.

— Grève de la jeunesse universitaire à Varsovie.

La police allemande ayant arrêté et battu deux étudiants, le jour du 3 mai où la Pologne tout entière célèbre l'anniversaire de la Constitution de 1791, les jeunes gens de tous les établissements supérieurs d'instruction publique de la

ville ont décidé de ne plus fréquenter les cours. Cette décision a été prise dans une réunion tenue à l'Université, réunion à la suite de laquelle a été publiée une résolution demandant l'élargissement immédiat des étudiants arrêtés et déclarant que les travaux universitaires ne seront pas repris tant qu'il n'aura pas été fait droit à cette demande.

A la suite de l'intervention du recteur de l'Université, M. Brudzinski, les deux étudiants ont été mis en liberté; mais on ne signale pourtant pas la fin de la grève. D'autre part, le « Naprzod » (En avant) de Cracovie annonce que M. Brudzinski a donné sa démission.

EDOUARD DE RESZKE

Edouard de Reszke, la célèbre basse, le grand artiste polonais, n'est plus.

Il nous avait quittés en 1914 pour se rendre en Pologne, dans ses terres, où il avait l'intention de passer les vacances.

Surpris par les hostilités, il est resté sur place. Et voilà qu'aujourd'hui le télégraphe, avec une brutalité cruelle, nous annonce sa mort.

C'est une grande perte pour l'art et pour la Pologne.

Edouard de Reszke est né à Varsovie en 1854 d'une famille qui a doté la Pologne de tout une série d'artistes célèbres.

Son frère Jean, le grand chanteur, est aujourd'hui le seul survivant de ce trio prodigieux que furent les deux Reszke et leur sœur Joséphine.

Au sortir du collège, Edouard de Reszke qui aimait passionnément la terre et rêvait de se consacrer à la culture, entra à l'école d'agronomie de Popielów en Silésie.

Mais un autre sort lui était réservé. Jean de Reszke qui se destinait déjà à cette époque à la carrière artistique eut l'occasion, en rentrant d'Italie où il étudiait depuis quelques années le chant sous la direction du célèbre baryton Antonio Cotogni, d'entendre son frère Edouard. Frappé par la beauté et l'ampleur de sa voix franchement basse et d'une richesse de timbre vraiment exceptionnelle, il lui conseilla chaleureusement d'embrasser aussi la carrière théâtrale.

C'est sur ses instances qu'Edouard se rendit avec lui en Italie où pendant deux années consécutives il travailla le chant avec le célèbre chanteur Coletti à Naples. Puis, ce fut son frère Jean, qui avait acquis à cette époque une grande expérience de chanteur et était déjà connu à Londres et à Paris, qui se chargea de parfaire son éducation artistique.

Edouard prépara avec lui tout son répertoire. Il débuta en 1874 à Paris, dans *Aïda*, à la salle Ventadour où trônait à cette époque l'opéra italien dont le souvenir est encore vivant parmi les mélomanes et les fervents du bel canto.

Edouard de Reszke resta deux ans pensionnaire du théâtre italien. C'était sous la direction Escudier. Il y chanta tous les rôles de basse du répertoire.

De là, il fut engagé au Covent Garden de Londres où il chanta pendant vingt-deux saisons consécutives.

Entre temps, il vint créer à Paris au Théâtre italien des Nations (direction Victor Maurel), *Hérodiade*, de Massenet et *Aben-Hamed*, de Dubois.

C'est là que Massenet, grand admirateur des frères de Reszke, les imposa à la direction de l'Opéra pour la création du *Cid*.

C'était en 1885. L'Académie Nationale de Musique traversait sous la direction de Pedro Gailhard l'époque la plus éclatante de son existence.

Rarement on y vit depuis des salles plus brillantes que celles devant lesquelles pendant cinq années consécutives les frères de Reszke firent une série de créations et chantèrent tous les grands rôles du répertoire.

Ce fut à Varsovie qu'Edouard de Reszke et son frère Jean reçurent pour ainsi dire le couronnement de leur carrière artistique déjà si riche en lauriers. Ils s'y firent applaudir dans *Faust*, *Roméo* et *Lohengrin*.

Puis, ce fut l'Amérique, le pays rêvé pour tous les chanteurs d'élite.

Les dix dernières années de sa brillante car-

rière, Edouard de Reszke les passa à New-York en revenant entre temps chanter à Londres.

Tout en poursuivant brillamment sa carrière artistique, Edouard de Reszke restait, comme son frère Jean, fidèle au sol natal. Chaque année, il ne manquait pas de venir passer les quelques mois de répit, que lui laissaient ses engagements, dans la superbe propriété qu'il y possédait.

C'est là que la mort est venue le ravir au milieu de sa femme et de ses enfants.

Il s'est éteint le 25 mai, après une longue et douloureuse maladie qui l'avait cloué au lit depuis quelque temps.

Ondit que l'égoïsme est l'un des signes distincts des hommes de théâtre.

Les Reszke ont infligé un démenti éclatant à cette réputation.

Edouard était la bonté même et le dévouement en personne. Ceux de ses jeunes camarades qu'avec le plus grand, le plus noble désintéressement il guida dans leurs débuts artistiques s'associeront tous à l'hommage que nous venons rendre ici à sa mémoire en exprimant à son frère, Jean, la profonde et sincère douleur que nous avons ressentie lorsque nous est parvenue la nouvelle de la mort de celui qui pendant quarante ans fut pour le monde entier la plus pure incarnation de la noble et généreuse figure d'un grand artiste polonais.

PAUL DE NIC.

BULLETIN

• La journée polonaise au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

Jeudi, 21 juin, aura lieu au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne la journée polonaise sous la présidence de M. Stéphen Pichon, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères.

Parmi les orateurs, citons M. Georges Leygues, député, président de la Commission des Affaires extérieures à la Chambre des Députés; M. Denis Cochin, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Nous essayons de nous procurer des cartes d'entrée pour les mettre à la disposition de nos abonnés.

• M. Henri Gaidoz.

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a attribué le prix Estrade-Delcroix (8.000 francs), à M. Henri Gaidoz, ethnologue et directeur d'études à l'Ecole des Hautes-Etudes, pour l'ensemble de ses publications relatives à la philologie celtique et au folklore.

Nous félicitons vivement M. Gaidoz. Il a toujours été un sincère ami de la Pologne. Dernièrement encore dans l'Enquête de notre Revue « La France pour la Pologne », M. Gaidoz disait : « J'appartiens à une génération qui a été élevée dans une atmosphère d'amitié française pour les Polonais », et puis il invoquait une suite de souvenirs de son enfance nous relatant la séculaire amitié des Français pour la Pologne.

Comme professeur de géographie et d'ethnographie à l'Ecole des Sciences politiques (actuellement professeur honoraire), M. Gaidoz, dans ses leçons, parlait souvent de l'histoire de la Pologne et aussi de l'état présent des Polonais dans les trois Etats du partage, et toujours avec un grand esprit de compréhension.

• Les Polonais et les Ukrainiens.

Pendant la manifestation ukrainienne à Kijów, d'après le *Dziennik Kijowski* du 3 avril, une délégation du Comité exécutif polonais composée de MM. Bartoszewicz, Jezierski et Moskalewicz, s'est présentée au meeting organisé près du monument de Bohdan Chmielnicki, pour adresser ses salutations aux Ukrainiens. M. Bartoszewicz a prononcé un discours en ukrainien et terminé par cette exclamation : « Vive l'Ukraine libre ! » M. Hruszewsky, président du Conseil Central ukrainien de Kijów, a répondu en remerciant les Polonais habitant l'Ukraine de leurs sentiments amicaux envers la population autochtone.

Dekret Pana Prezydenta Rzeczypospolitej

O UTWORZENIU

WE FRANCJI ARMJI POLSKIEJ

RAPORT

PRZEDŁOŻONY PANU PREZYDENTOWI RZECZYPOSPOLITEJ FRANCUSKIEJ

Paryż, dnia 4. czerwca 1917.

PANIE PREZYDENCIE,

Liczba Polaków, którzy biorą już w tej chwili udział w walce o prawa i wyzwolenie ludów jak również tych, którzy by pragnęli zaciągnąć się do szeregów Aljantów jest aż nadto wielka, aby usprawiedliwić połączenie ich w jeden oddzielny korpus.

Z drugiej strony, intencje rządów państw sprzymierzonych, a w szczególności rządu tymczasowego rosyjskiego w sprawie odbudowania Państwa polskiego, nie mogą mieć dosadniejszego wyrazu nad zezwolenie Polakom walczenia wszędzie pod ich narodowym sztandarem.

Nakoniec, sądzimy, iż Francja organizację i rozkwit przyszłej Armji polskiej winna uważać dla się za sprawę swego honoru. Węzły, które łączą dwa nasze ludy tudzież przynależność, które Polacy nigdy nie zaprzestali okazywać naszej ziemi niemożna nas do moralnego obowiązku wzięcia udziału w spełnieniu tej wzruszającej a zaszczytnej misji.

Jeżeli Pan, Panie Prezydencie, podziela nasz punkt widzenia, mamy honor upraszać Go o zaopatrzenie swym podpisem załączonego dekretu.

Racz przyjąć, Panie Prezydencie, wyrazy naszego najgłębszego oddania.

Minister Wojny

(podpisano) PAUL PAINLEVÉ.

Prezes Rady Ministrów,
Minister Spraw zagranicznych
(podpisano) A. RIBOT.

Prezydent Rzeczypospolitej Francuskiej,

Na skutek raportu Prezesa Rady Ministrów, Ministra spraw zagranicznych, i Ministra wojny

Postanawia :

ARTYKUŁ I. — Formuje się we Francji, na czas wojny, Armja polska autonomiczna, pod najwyższym dowództwem francuskim, walcząca pod sztandarem polskim.

ARTYKUŁ II. — Organizacja i utrzymanie Armji polskiej są zagwarantowane przez Rząd francuski.

ARTYKUŁ III. — Przepisy, obowiązujące Armję francuską a dotyczące organizacji, stopni, administracji i sprawności wojskowej będą stosowały się do Armji polskiej.

ARTYKUŁ IV. — Armja polska będzie utworzona :

1. Z Polaków, służących w tej chwili w Armji francuskiej.
2. Z Polaków z innych organizacji, upoważnionych do przejścia do szeregów Armji polskiej we Francji lub do zaciągnięcia się na ochotnika, na czas wojny, pod znakiem Armji polskiej.

ARTYKUŁ V. — Dalsze rozkazy ministerjalne uregulują zastosowanie niniejszego dekretu.

ARTYKUŁ VI. — Prezes Rady ministrów, Minister spraw zagranicznych, i Minister wojny mają polecenie, każdy w dziale Jego dotyczącym, wykonać niniejszy dekret, który będzie ogłoszony w « Dzienniku urzędowym ». Rzeczypospolitej francuskiej i zamieszczonym w « Dzienniku Praw ».

Dan w Paryżu, dnia 4 czerwca, 1917 roku.

Przez Pana Prezydenta Rzeczypospolitej :

Prezes Rady Ministrów

Minister spraw zagranicznych,

(podpisano) A. RIBOT.

R. POINCARÉ.

Minister Wojny,

(podpisano) PAUL PAINLEVÉ.

ARMJA POLSKA WE FRANCJI

Wypełniły się dni naszej niemocy.

Ziściły się najświętsze pragnienia walki o niepodległość, o zjednoczenie rozszarpanej na części naszej Ojczyzny.

Idea samodzielnej, narodowej Armji Polskiej we Francji zamieniła się w czyn.

Witamy go ze łzami radości, witamy, jako nagrodę niezachwianej naszej wiary w nierozdzielność węzłów braterstwa, łączących od wieków Ziemię: polską i francuską.

Witamy, jako świt zmartwychwstania naszego do wolności, do mocy, do odrodzenia.

Armja Polska we Francji!

Więc może legjony Dąbrowskiego, pułki wątle, formowane za zezwoleniem generał-dowódcy, szeregi zrozpaczonych wygnańców, rozbitków pokościszowskiej kampanji?

Nie!

Armja Polska z tradycją legionów będzie miała jeno tyle wspólnego, iż przejęta będzie równie potężnym duchem, jak słabe liczebnie oddziały roku 1797, że tak, jak niegdy nieśmiertelnego Dąbrowskiego zastępy, wróci do Polski.

Armja Polska we Francji będzie Armją « autonomiczną », czyli Armją narodową polską.

Armja ta stanie pod sztandarami polskimi, komendę będzie miała polską, uniformy polskie, oficerów Polaków, zaprzysięgać będzie Polsce Zjednoczonej i Niepodległej.

Armja ta będzie silną, będzie zahartowaną na stal, zbrojną w nowoczesny oręż i będzie Armją wzorową, Armją, która praw naszych nieprzedawniony chdowiedzie z bronią w rękę, Armją, która pod notami, zapowiadającami nam Zjednoczenie i Niepodległość, wypisze ognistymi głoskami słowo « Polska ».

Armja ta utworzoną będzie na zasadach demokratycznych, godnych tradycji Naczelnika naszego, godnych Ziemi republikańskiej, na której się poczyną. Znak Orła białego wszystkich opromieniać będzie jednak, w Żołnierzu szanować Obywatela a przywileje mierzyć zasługą osobistą.

Armja Polska we Francji będzie symbolem Jednej i Nierozdzielnej na wieki Ojczyzny naszej.

Armja ta znać i zgromadzać będzie tylko Polaków.

Całem jej hasłem « Czyli jesteś Polakiem »?

Jako słońce, które wypala kałuże po

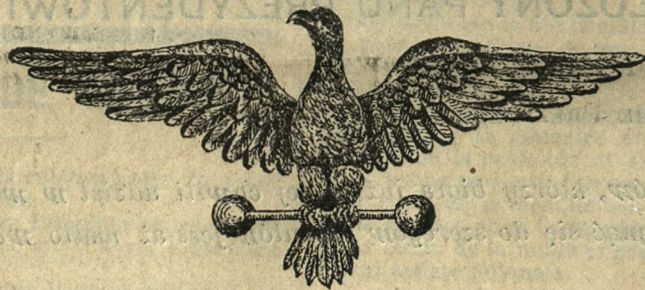
nocnej rozcieczy, tak Armja Polska pochłonie to wszystko, co podotąd było kłatwą poddaństwa, różnopaństwowego przynależności, tułactwa po świecie, niedoli ludu naszego.

Armja Polska we Francji złączy w szeregach swoich nadewszystko tych wszystkich,

kórzy tu, na Zachodzie, rozproszeni są pułkach, dywizjach, wojskach. Z tych gromad utworzy podstawę i na tej podstawie oprze formację energiczną, liczebnie wielką, moralnie potężną, politycznie doniosłą, narodowo nieskazitelną.

Taką będzie Armja Polska we Francji!

POLSKI ZACHODNIO - EUROPEJSKI ZWIĄZEK SOKOLI



Do Braci-Sokół w Stanach Zjednoczonych Ameryki Północnej,

Do Braci-Sokół w Kanadzie,

Do Braci-Sokół w krajach Ameryki Południowej,

Do Braci-Sokół, rozproszonych na Zachodzie Europy,

Do Braci-Sokół Związkowych.

DRUHOWIE!

Niech będzie pochwalone imię Sokolstwa Polskiego na wieki!

Niech będzie błogosławiona Opatrzność, która nam godziny tak radosnej doczekać pozwoliła!

Nowinę wielką zwiastuję Wam, Druhowie!

Z inicjatywy Rzeczypospolitej Francuskiej, tu, we Francji, tworzy się, w tej chwili, samodzielna, autonomiczna, narodowa Armja Polska.

Armja ta będzie miała sztandary polskie, komendę polską, uniformy polskie i przysięgać będzie Polsce Zjednoczonej i Niepodległej!

Wszyscy Oficerowie i Żołnierze-Polacy, znajdujący się na Zachodnim froncie, w szeregach Aljantów, w Marokku, Algierji czyli pod Salonikami, będą złączeni w jednym obozie polskim, aby utworzyć kadry Armji Polskiej! Wszystkie stopnie oficerskie nowozacieżnych Polaków będą im przyznane w Polskiej Armji, wszystkie rangi Sokole będą miały należne zachowanie.

Jako wiecie, Druhowie, nasz Związek, od chwili wybuchu wojny, dotrzymał wiernie ślubów sokolich. On był organizatorem i inicjatorem zastępów wolontarskich w Armji Francuskiej, on poniósł na polu chwały bolesne szczyty. Naczelnik Związku legł śmiercią walecznych pod Arras, obok niego padł prezes Gniazda « Barlin », otoczony łańcem Druhów, którzy życiem własnym okupili tradycje męstwa polskiego Żołnierza.

Aż do chorążego Wolontariuszów, Szuyskiego, Sokolstwo polskie naszego Związku dało szeregom polskim ochotniczym we Francji, tym budowniczym prawdziwym powstającej dzisiaj Armji polskiej, kwiat Młodzieży.

Dzisiaj poniesie na szale naszej Sprawy Świętej swój rdzeń!

Bracia-Sokoli, na zlot Was wzywam, na zlot pod ojczyste sztandary, na budowanie kamienia węgielnego Zjednoczonej i Niepodległej Polski!

Przybywajcie, stawcie się co do jednego, Armję Polską pomnożcie!

Wy, Druhowie, za morzami i za granicami, szukajcie natychmiast pomocy Francuskich Ambasad i Konsulów a będzie ona Wam zapewniona, abyście co prędzej szeregów ojczystych dosięgli.

Wy, Druhowie, tu, na Ziemi Francuskiej, zgłaszajcie się wprost do Misji Wojskowej Francusko-Polskiej.

Nie mieszkać, bo wybiła godzina Zlotu nad Złotami!

Latami jej wyglądaliście, — oto nadeszła nareszcie!

Bracia-Sokoli, ten, któremu danem było Wam tu, na Zachodzie Europy, przewodniczyć, staje pod sztandarem, uważa za swój prosty obowiązek i za największy honor dla siebie, iż wolno mu jest zostać Pierwszym Wolontariuszem tworzącej się Armji Polskiej.

Na Złot, Druhowie, w pojedynkę, samotrzeć, czyli pełnemi Gniazdami, czyli w oparciu Waszych Okręgów i Organizacji wojskowych, przybywajcie!

Wyglądam Was, czekam! Stawicie się wszyscy, co do jednego, boście Sokoli, boście Polacy, boście wierni Synowie naszej Matki-Ziemi!

CZOŁEM!

WACŁAW GĄSIOROWSKI,

Prezes Polskiego Zachodnio-Europejskiego Związku Sokolego,
Pierwszy Wolontariusz Armii Polskiej we Francji.

ZIEMIE POLSKIE

— **W sprawie aprowizacji Warszawy.**
Magistrat miasta Warszawy zwrócił się do władz niemieckich z prośbą o otwarcie okupacji niemieckiej Królestwa Polskiego, celem prowadzenia Warszawy. Na to podanie odpowiedział szef zarządu cywilnego, von Kries, odmownie, tłumacząc, że otwarcie przywozu uniemożliwiłoby « krajowemu Towarzystwu zbożowemu » i firmie braci Frankowskich czynienie zakupów dla Centrali żywnościowej i zatamowałoby tem samem prawidłową aprowizację dużych miast i wyżywienie ubogiej ludności.

— **Odpowiedź papieża na telegram biskupów polskich.**

Biskupi polscy, zebrani w Warszawie na obchód stulecia katedry metropolitalnej warszawskiej, przestali telegram z wyrazami hołdu papieżowi Benedyktowi XV.

Obecnie J.-E. ks. arcybiskup, A. Kakowski, otrzymał od kardynała Gasparego odpowiedź, datowaną dnia 14 kwietnia r. b., następującego brzmienia:

« Za wyrazy synowskiej czci, które Wasza Dostojność oraz inni biskupi polscy, zebrani na obchód stulecia erekcji metropolitalnej warszawskiej, złożyli w hołdzie Jego Świętobliwości, Ojciec święty bardzo dziękuje, a jako zadatek dóbr wyższych, z pełni serca udziela Apostolskiego błogosławieństwa zamierzeniom wszystkich oraz każdej diecezji. »

— **Rewizje w Warszawie.**

Jak « *Naprzód* » donosi, w Warszawie dokonane zostały rewizje u p. Thugutta, oraz pp. Bosseta i Chrzanowskiego. W sprawie ostatniej rewizji interweniował marszałek Niemojowski u generał-gubernatora.

— **Prezydent Lubomirski przemawia na ulicy do ludności.**

Korespondent warszawski « *Nowej Reformy* » donosi: Podczas ostatnich scysj ulicznych, powstałych na tle trudności aprowizacyjnych, kilkakrotnie prezydent miasta, ks. Zdzisław Lubomirski, osobiście na ulicy w ten sposób interweniował, iż pojawiał się w samochodzie wśród tłumu i wprost przyjmował petycję, celem poparcia ich u władz niemieckich. Dwukrotnie też publicznie do ludu na ulicy przemawiał. Ostatnio, w środę, około 8 wieczorem plac Trzech Krzyżów zapełnił się zarówno dokoła kościoła św. Aleksandra, jak przy targu, wielotysięcznym tłumem w oczekiwaniu na przybycie prezydenta. O godz. 8 wieczór przybył: pierwszy naczelnik milicji, Fr. ks. Radziwiłł, następnie zaś prezydent Zdzisław ks. Lubomirski. Ksiądz zatrzymał samochód i donośnym głosem przemówił do tłumów, oświadczając, iż na razie uzyskał zapewnienie ulg przy przenoszeniu ze sobą do miasta bez trudności produktów żywnościowych, zamierza jednak dalej starać się o możliwe złagodzenie położenia uboższej ludności. Po przemówieniu, ksiądz odjechał, tłum zaś długo jeszcze stał spokojnie na placu, prowadząc żywą rozmowę w oddzielnych grupach. W oddzielnych miejscach niektórzy mówcy przemawiali do tłumu.

— **Aresztowania w Warszawie.**

Z Warszawy donoszą do « *Nowej Reformy* » (23 V. 191.)

Porucznik Legionów, Moraczewski, został dziś na rozkaz komendy Legionów aresztowany.

Na rozkaz policji niemieckiej aresztowany został publicysta, Tytus Filipowicz, urzędnik departamentu politycznego Rady Stanu.

— **Związek ziemian w Królestwie Polskim.**

Organizacja Związku ziemian postępuje szybko naprzód. Związek liczy obecnie 1.034 członków. Zadeklarowany kapitał udziałowy wynosi 372 000 rubli. Oddziałów Związku ziemian liczy w okupacji niemieckiej 20, w okupacji austriackiej 14. Pierwsze zebranie ogólne odbędzie się

dnia 30 czerwca b. r., na którym dokonane będą nowe wybory.

— **Wielka transakcja w Borysławiu.**

Lwowska Gaz. wieczorna donosi: Dnia 3 z. m. Tow. akc. « *Deutsche Petroleum Bank* », nabyło obiektu naftowego wraz z rafinerjami itp. za sumę 1/4 miliarda koron od firmy « *Tow. akcyjne D. Fanto et Comp.* » Transakcja ta wywołała łatwo zrozumiałą sensację i liczne komentarze.

— **Japoński « riksze » na ulicach Warszawy.**

Z powodu braku tramwajów i dorożek, pomysłość Warszawy wysila się na przeszczepianie na grunt warszawski egzotycznych środków lokomocji. — W ostatnich dniach pojawiły się na ulicach tak zwane « riksze », to jest japońskie wózki, ciągnięte przez tragarzy. Kilku posłańców otrzymało zamówienie codziennego odwożenia do biura i z powrotem urzędników, którzy, z powodu choroby lub kalectwa, drogi pieszej na dalszą metę przebywać nie mogą. Przy ulicy Marszałkowskiej, w godzinach porannych, stale się spotyka owe zaimprovizowane « riksze ».

SPRAWA WOJSKA POLSKIEGO W ROSJI

W niedzielę, dn. 9 (22) kwietnia, w sali drugiego teatru miejskiego w Kijowie, odbył się wiec Polaków wojskowych okręgu kijowskiego w obecności około 1.000 osób.

Na przewodniczącego wiecu powołano por. Smólskiego, zaś do przydjum pp.: gen. Przybyłskiego, pułk. Chłopickiego, chor. Bagińskiego, dr. Daszkiewicza, dr. Osokiego, Topolnickiego, Kunisza, Nowakowskiego, Waszkiewicza, Domańskiego, Sierocińskiego, na sekretarzy pp.: Skorupskiego i Włoszczewskiego.

Po zagajeniu przewodniczącego, który wzywał do karności w prowadzeniu obrad, przyjęto porządek dzienny, mianowicie rozpatrzenie programu związku i dyskusję w tej sprawie.

Po odśpiewaniu « *Boże coś Polskę* » — nastąpiły przemówienia powitalne. Por. Smólski oświadczył, że « *Związek* », po ukonstytuowaniu się, wejdzie w skład organizacji polskich na Rusi, na czele których stoi Polski Komitet Wykonawczy.

Sprawę Związku referował chor. Bagiński, redaktor *Wiadomości Wojskowych*.

W dyskusji zabierali głos — między innymi — panowie: Włoszczewski, Młodzianowski, Kosteczki, Nowakowski, Owczarek, Skobejko z Syberji, Kunisz, Kościuszko, Czapski, Domański, Kowalski, Zaremba i wielu innych.

Bezwzględna większość wypowiedziała się za tem, że jest pożądane tworzenie armii polskiej, potrzebne zrzeszenie się pod sztandarem Orła Białego.

Ostatecznie wiec uchwalił że 1) celem związku jest realizacja wolnej, niepodległej, demokratycznej i zjednoczonej Polski, w granicach etnograficznych, z wyjściem do morza, 2) zadaniem związku jest: a) dążenie do utworzenia armii polskiej, b) uświadomienie oraz podniesienie i utrwalenie ducha narodowego, c) solidarność zawodowa i wzajemne wspieranie się członków; 3) terenem działalności jest okręg kijowski; 4) członkami związku mają być wojskowi Polacy: oficerowie, doktorzy, urzędnicy, junkrowie i żołnierze okręgu kijowskiego, uznający potrzebę pracy i poświęcenia się dla narodu polskiego.

Następnie uchwalono wysłać do Rządu Tymczasowego i do rady delegatów żołnierskich i robotniczych, depeszę tej treści:

« Polski związek wojskowy okręgu kij. wita gorąco odezwę Rządu Tymczasowego i Rady delegatów żołnierskich i robotniczych, zapowiadającą odbudowanie niepodległego państwa polskiego, ze wszystkich rozdartych ziem polskich.

Żołnierze polscy nie pozostaną głuchymi na apel wolnej Rosji, wzywającej Polaków do wspólnej z nią i całą koalicją antyniemiecką walki, w imię szczytnego naszych ojców i dziadów hasła: « *za naszą i waszą wolność* ».

Tradycja polska wskazuje polskiemu żołnierzowi być bojownikiem powszechnej wszystkich ludów wolności.

Dziś, gdy koalicja antyniemiecka stała się już naprawdę związkiem wolnych ludów, o równe prawa wszystkich narodów do samodzielnego, niepodległego bytu — walczących przeciwko cesarstwu niemieckiemu, walcząc o niepodległość całej, zjednoczonej Polski, o przymuszenie Niemiec i Austrii, by zagrabsione przy rozbiorach Polski ziemie polskie ojczyźnie naszej zwróciły, walcząc będziemy zarazem o tryumf równie dla wszystkich narodów, ludów, klas społecznych — wolności i sprawiedliwości. »

W końcu dokonano wyboru tymczasowego zarządu Związku.

« *Gazeta Polska* », w Moskwie wychodząca, ogłasza następujące znamienne pismo:

BACZNOŚĆ

Od jednego z b. legionistów galicyjskich otrzymujemy list poniższy.

Pod huraganem ognia i żelaza z dział, wytoczonych przez demokrację świata na Niemcy, ostoję reakcji, trzeszczę i rysować się poczyna wzniesione przez Hohenzollernów dla obrony wstępczności w Europie wężenie pruskie.

Lada miesiąc, być może, runie w gruzy, a z gruzów tych wyłaniać się już dzisiaj zdaje wolne Poznańskie, wolny Śląsk, wolne Prusy królewskiej księżce, wschodnia część przez polskich Słoweńców zamieszkałego Pomorza. Wyłania się z krwawej powodzi Polska Piastowska, — niedościgniętem zdająca się ongi marzeniem ojców naszych. I na ten widok biją żywo serca legionistów galicyjskich w różnych miejscach Rosji niewolne pędzących życie.

Na Boga — wszak oto spełniać się zdaje marzenie ich życia! Wpatrzni w tę Polskę wyśnioną wówczas jeszcze, gdy część jej, Królestwo, pod jarzmem despotyzmu carskiego się znajdowało, — sięgnęli ręką po karabiny i poszli do drużyn strzeleckich niepodległą Polskę wywalczyć mogących. Poszli... bo innej drogi przed sobą nie widzieli. Trupami swymi pokryli wierzchołki karpackie, pola Galicji, niziny Wołynia — krwią zrumienili Wisłę. Wielu zginęło, wielu losy do niewoli rosyjskiej zagnały. Lecz, zaprawdę, zdawało się, że lepszym był los tych, co w boju padli, od losu tych nieszczęśliwych, co do niewoli dostawszy się przez piekło męczarni duchowych przejść musieli. Bo jako obelgę rzucili im przez kordon Niemcy i Austriacy akt 5 listopada. Stworzono parodję Polski, wyłączono z Królestwa Suwalszczyznę, narzucono narodowi Radę Stanu kazano jej reprezentować naród polski, — Krwawa ironja — niepodległego... Królestwa Polskiego — nie dawała spać tym ludzom, — co dla takiej Polski przeciw krwi lać nie zamierzali, — dla takiej « *Polski* » związanej przymierzem wojennem hańbić się nie chcieli.

Aż oto weszło nad ziemią rosyjską słońce wolności. Natychmiast po runięciu caratu, poznał Polak w najbliższym swym sąsiedzie od Wschodu — brata.

Po bratersku przemówiła Rosja do Polski. Wolna Rosja dała Polsce niepodległość. I żołnierz polski, który nigdy o tradycjach swych przodków za wolność obu bratnich narodów walczących nie zapomniał, poznał w narodzie rosyjskim przyjaciela, który mu synem niepodległej Polski poczuć się umożliwił. I oto ten żołnierz uczuł głos starej krwi polskiej, wzywającej go: do broni! Na Grunwaldzie nowego pola! Do boju! O Śląsk, o Poznańskie, o Prusy, o morze polskie i o Ziemię polską.

Więc płyną listy od wojskowych Polaków w niewoli, zapały pełne listy oficerów i szczerze, naiwne, a gorącym uczuciem miłości Ojczyzny wionące listy żołnierskie! Wszyscy proszą, pytają o wojsko polskie, jak i gdzie wstępować, dokąd zgłaszać się. Moc listów takich po różnych tuła się komitetach, niewiedzących nieraz jak i co odpowiedzieć.

Widać w tych wzruszających zaprawdę listach bezgraniczne oddanie się ojczyźnie, widać mękę, straszną szarpaninę, przymusowej bezczynności udrękę.

Ręce tych żołnierzy Polski wyciągają się ku karabinom z utęsknieniem. Radeby wziąć je w ręce i do ataku na Niemca — marsz, marsz! — pobiedz huraganem ku zachodnim Polski podążyć granicom, by tam, na straży Polski, murem stanąć.

Zwracamy się na tem miejscu, prosząc o odpowiedź koniecznie do sztabu Dywizji Strzelców Polskich w Kijowie zapytaniem:

1° Czy ogłosił już Sztab Dywizji, jak i gdzie mają się zgłaszać jeńcy, pragnący wstąpić do Dywizji Polskiej?

2° Czy otworzył biuro specjalne dla załatwiania tych spraw?

Jeśli nie, wówczas, prosząc o wyjaśnienia w prasie, zwracamy się zarazem do tegoż sztabu z gorącą prośbą, by to uczynił jaknajprędzej.

Nad Odrą wstaje słońce polskie, tysiące serc polskich z niewoli rwie się ku niemu. Nie dajmy temu słońcu zagasać.

Zrozumiemy tragedję tych wszystkich ludzi i dajmy im możliwość wstąpienia do polskich szeregów.

I baczmy, by — gdy będą się ważyć losy granic naszych zachodnich — nie brakło koła nas tych tysięcy młodych piersi, gotowych krzyknąć:

Niech żyje Polska Piastowa!

Nad Odrę straż polska się rwie! Pójdź jej pozwólcie!

Jeden z wielu.

POMNIEJSZYCIELE

W «Dzienniku Polskim», znakomity publicysta, p. Władysław Rabiski, zamieszcza ten znamieny artykuł, rzucający wymowne światło na działalność pewnych, na szczęście ubogich w znaczenie, odprysków emigracji polskiej w Rosji a może i nie tylko w Rosji.

Wśród elegji, które towarzyszyły przez sto lat z górą naszej tragedji dziejowej: w pieśniach poetów, w przestrojach polityków, w przewidywaniach wszystkich myślicieli narodu, pełzał ustawicznie błąd strach przed rozkładem i wpływami niewoli. Rzadko ktoś krzyknął przeźrażliwie, bo dusza polska wzdrygała się przed widmem straszliwym, wślazła w gardło cisnący się na usta pesymizm i gotowa była własne przecucia uznać za malignę nerwów starganych, ale szepem szedł ten strach po całej naszej literaturze. I był przy nas ciągle jak okropne «Horla» Maupassanta. Z nami kładł się do snu i z nami się budził. Coś lkało po kątach, coś z przeraźliwą melancholją słoty jesiennej powtarzało słowa poety, że narodu duch zatruty, to dopiero bólów ból.

Alenigdy tak drapieżnie i tak boleśnie ta trwoga nie wpijała się we mnie, jak w chwili, gdy podczas wojny obecnej zaczęto głoślić najprzód w Galicji, potem i w pewnych sferach opinii warszawskiej, a wreszcie tu, na emigracji, program skurczonej ojczyzny. Trzeba nie tylko czytać to, co się pisze przy biurkach dziennikarskich, a co zwykle przyćmione jest gąz słów ostrożnych i elastycznych, lecz wsłuchać się w żywe dialogi myśli politycznej, w których zazwyczaj jest więcej bezpośredniości, impulsywności i szczerości, aby zrozumieć tę okropną prawdę, że znaczna część narodu naszego zatraciła w pętach niewoli historyczne i etnograficzne poczucie ojczyzny.

Ach! ileż to razy przed wojną, podczas wielkich iluminacji narodowych, w godzinach egzaltacji patriotycznych, powtarzaliśmy dumne słowa, że, pomimo zaborów, jest tylko jedna ojczyzna, — pomimo kordonów, tylko jedna Polska. I Kraków tulił się do Gdańska i Warszawa szeptała Karpatom i Bałtykowi święte przysięgi. I mogło się zdawać naprawdę, że kordon jest tylko kreską na mapie geograficznej, nie mieczem, który Polskę rozcina, nie klinem, który naród rozsadza.

Ale gdy dać zaczęły wichry burzy europejskiej, podniosła się nagle kurtyna, i ujrzeliśmy takie spustoszenia w królestwie ducha narodowego, jakby z każdego kordonu wyrósł grzyb, rozszedł się po żywym organizmie ojczyzny i stozył część serca polskiego.

Wysłuchajcie się tylko w melodje tej ideologii, która zaraz, nasamym wstępie, burzy europejskiej, ogłosiła likwidację Polski etnograficznej, a potem nawet, gdy Niemcy rozwiali sen o zaślubieniu Warszawy z Krakowem, gdy ofiarowali nam Polskę jedynie w granicach 9 gubernji, zaleciła stać twardo przy zasadzie tej najmniejszej Polskiej, nie żądać niczego więcej i dziękować w porządku dobrodziejom pruskim...

Trzeba zorjentować się nie tylko w treści zasadniczej tej rezygnacji, ale, powtarzam, że trzeba wsłuchać się w jej melodje, aby zrozumieć dokładnie, że niewola zaszczepiła nam jad straszliwy.

Doszło do tego, że gdy w pewnych kołach politycznych wspomni się o idei zjednoczenia, to powstaje cisza złowroga i doznaje się takiego wrażenia, jakby to było bluźnierstwem, że ktoś ośmiela się mówić o Polsce z Gdańskiem, Poznaniem, Krakowem. Nikt wprawdzie nie protestuje wyraźnie, ale mówią oczy ludzkie, mówi ton, mówią półsłowa, że ten, co śmie mówić o całej Polsce, uważany jest za wroga niepodległości.

Cyt! Cyt! unikajmy słów irytujących! Co tam Bałtyk i Kraków! Mamy taką małą, śliczną bombonierkę z łaski niemieckiej. A co tam niegdys było, — niech sobie o tem marzą poeci. Galicja... Poznań... Tak, niewątpliwie, to podobno także Polska, ale inna nie taka jak nasza w Warszawie... trochę gorsza... Kuzynostwo? no! tak! ale jest rodzina bliższa i dalsza... dawniej, to i dziwiąta woda po Kisielu była jeszcze krewną, ale wyszliśmy już z tej patryarchalności... Przedewszystkiem Warszawa!... wolna Warszawa, bez żandarmów rosyjskich i bez dziesiątego pawilonu... Trzymajmy wróbla w garści, bo gołąb poznański i galicyjski siedzi na wysokim dachu.

Ta melodja brzmi ciągle wokoło Dziennikarzy, politycy, trybuni wieców są ostrożniejsi w wyrażeniach, ale na dnie ich duszy są te same dźwięki. Wszak na jednym z wieców demokratycznych, gdy ktoś zażądał kategorycznie, aby w rezolucji podkreślono postulat zjednoczenia, odpowiedziano mu od stołu prezydjalnego:

— Zjednoczenie? ... Pocóż takie wielkie słowa?... Możeby lepiej powiedzieć: «Polska niepodzielna».

Niby nie! Małeńka modulacja napozór... Tylko, że w rzeczywistości «niepodzielna» nie potrzebuje być wcale «zjednoczoną». Niepodzielna może być i ta, którą ofiarują Niemcy, niepodzielna w granicach samego Królestwa bez suwalskiej gubernji. A zjednoczoną może być tylko ta, w której jest cała dolina Wisły, Warszawa, Karpaty i Bałtyk tylko ta, której Prusy za żadną cenę dać nam nie chcą, a którą proklamowała już koalicja.

Jakie to wszystko obłudne i jakie... ostrożne! Ale ta gra pozorów, te rumienie wstydu to chyba najlepszy dowód, jak małem jest to wszystko, co teraz bije czołem przed Berlinem i jego bombonierką polską.

Wstydzicie się? Tem lepiej. Widocznie jeszcze nie wszystko stracone. Widocznie organizm polski opiera się jeszcze tej truciznie politycznej, którą co rano podaje wam jeden z dzienników emigracyjnych.

Jak on was uczy rezygnacji! Dopóki był car, mówił wam szepem: «Wierzmy tylko w Polskę Wilhelma, bo car Polski nie da». A gdy car stał się tylko Mikołajem Aleksandrowiczem, zaczyna szeptać:

— Idealnem jest pokój niemiecki.

... Precz z rządem tymczasowym!

... Precz z wojną aż do zwycięstwa!

... My już nie nie mamy do wygrania... Mamy już wszystko, co mieć możemy... Rosja zrzeka się Królestwa, — *mein Liebchen was willst du noch mehr?*...

... Pomoc koalicji jest zupełnie zbyteczna dla Polski, — przeciwnie, tylko zepsuć może ideę niepodległości, tej małej, coraz mniejszej, tej bez Gdańska i Krakowa... Zjednoczenie to kontrrewolucja... Armja polska to psucie wyzwoleńczej roboty Prusaków... Mądrym jest tylko Studnicki, bo on jeden rozumie, że nie nam na słowo niemieckie porywać się z polską motyką... Trzeba brać, co Berlin daje, i milczeć jak trusie... Nasze rachunki polityczne już zamknięte... Niemcy dały Warszawę, Rosja ją także dała, Rada Stanu ją pokwitowała, Kraków ją kontrsygnował, i co tu więcej jeszcze rozprawiać o Polsce?!... Zróbmy pokój, choćby dziś, bo kto nie chce pokoju niemieckiego, to człek głupi, zdrajca lub — narodowy demokrat.

I tak dalej. Codzień w innej formie, ale codzień to samo, — najpojętniejszy z uczniów pana Studnickiego!

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym czerwca proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

ARMJA POLSKA

Dzisiejsze warunki jej formowania.

III

Do tej chwili zapatrywanie zwartych mas narodu niemieckiego na kwestję polską było zupełnie wyraźne: Polska miała być z pomocą Rosji raz na zawsze usunięta z listy organizmów samodzielnych, jako najważniejsza przeszkoda ekspansji niemieckiej na wschód, a do tego czasu wspólna działalność rządu pruskiego z biurokracją rosyjską dla zabicia wszystkiego, co polskie, miała być najsilniejszym łącznikiem między Petersburgiem a Berlinem, zarazem treścią i «raison d'être» biurokracji rosyjskiej, najsilniejszej podstawy Hohenzollernów po za granicami Niemiec.

Ale z biegiem operacji wojennych, zaczęło się Niemcom coraz to bardziej rozwidniać, że nie będą w stanie dyktować światu warunków tak jak to było w programie rządowym i w marzeniach całego narodu, w sierpniu 1914 roku. Bardzo energiczny opór Francji i Anglii, przeciw uporządkowaniu świata według koncepcji berlińskiej stworzył w Niemczech przekonanie, że świat cały, obie półkule, nie staną się przeciw tym nieograniczonym terenom, przeznaczonym, wyłącznie dla ekspansji niemieckiej, przeciwnie, że Niemcom po wojnie może być wogóle za ciasno. «Neue Siedlungsgebiete» stały się dogmatem polityki niemieckiej na wschodzie: petycja wysłana na ręce kanclerza 20 Czerwca 1915 a podpisana przez 352 profesorów uniwersytetu, 158 duchownych, 145 wyższych urzędników, 148 sędziów, 40 posłów do parlamentu, 18 admirałów i generałów po za służbą, 82 przemysłowców, 52 agrariuszów i 252 artystów powiada wyraźnie: «Niemcy potrzebują przede wszystkim ziemi, ziemi, którą mogliby przyjąć wszystkich wygnańców z Rosji i zachodniej Europy i cały nasz przyrost naturalny; ziemi, którąby dała imperjum niemieckiemu niezależność rozwoju i wyżywienia się; ziemi, którąby wstrzymała wychodźstwo i straszne niebezpieczeństwo narodowe, zmniejszanie się narodzin; ziemi, którąby przez kolonizację niemiecką i zniemczenie («Eindeutschung») ludności krajowej stała się dla milionów Germanów nową ojczyzną, jak ta Zalatia (Ostelbien) która, niegdys polska, dziś wyżywia trzecią część ludności niemieckiej i stanowi podstawę jej potęgi.» W dwa tygodnie po wręczeniu tej petycji kanclerzowi, «Deutscher Kurier» z d. 4, VII. 1915 wyraźnie określa, gdzie Niemcy mogą znaleźć te tereny dla swojej ekspansji: «Wyobraźmy sobie linję od Brześcia Litewskiego po Kowno: wszystko co na wschód od tego, to pół Azji, to kraj sarmacki; to zaś, co na Zachód od tej linji przytyka do dzisiejszych Niemiec, jest krajem przeznaczonym dla Niemiec i niemieckim musi zostać na wieki.»

Zadaniem kół rządzących w Niemczech stało się więc wynalezienie formy aneksji Polski, którąby, jak powiada jeden z najznakomitszych profesorów prawa (?) międzynarodowego prof. Józef Kohler, w swoim dziele «Der neue Dreibund», dozwalała «wymagać od ludności tego kraju, by wynarodowieniu swemu nie stawiała zasadniczego oporu i zgodziła się przedewszystkiem na stałe, choć powo ne wprowadzanie języka niemieckiego jako języka zwycięscy do wszystkich domen życia publicznego i prywatnego. Nim jednak ta godzina nadejdzie, możnaby ludności tego kraju przyznać pewnego rodzaju autonomję municypalną, jednak w formie by ludność ta nigdy nie zapominała, że Niemcy są jej panem i zwycięscą.» («Der Tag» 31. III 15.)

W takich warunkach proklamacja 5go Listopada była nieczem innem, jak tylko redakcyjnem skumulowaniem wyżej wymienionych postulatów społeczeństwa niemieckiego. Zawiera ona jednak jeden moment ważny i nieoczekiwany, ani przez masy niemieckie ani przez społeczeństwo polskie, a mianowicie wezwanie do stworzenia «armji polskiej». Samo zapotrzebowanie rekruta nie mogło tu grać decydującej roli, gdyż w tym razie rząd niemiecki znalazłby był inną formę, prowadzącą prędzej do celu. By znaleźć właściwy powód wezwania do «dobrowolnego» tworzenia armji polskiej, trzeba zajrzeć za kulisy międzynarodowej polityki niemieckiej.

Gdy, w czerwcu 1916 roku opozycja węgierska zawezwała, wbrew konstytucji monarchji habsburskiej, wspólnego ministra spraw zewnętrznych przed swoje forum, gdy poseł Rakowsky oświadczył wprost, że naród węgierski nie myśli

UPRASZAMY WSZYSTKICH PRZYJACIOŁ « POLONII » O ROZPOWSZECZNIANIE DZISIEJSZEGO NUMERU

dalej przelewać strug krwi za interesy niemieckie, w końcu, gdy pół-lówka, Miljukowa, obiecującego, w maju, w Paryżu, doprowadzenie do skutku unji personalnej między Polską a Rosją zaczęły przeciekać do Berlina, wtedy Niemcy spróbowali, po raz nie wiedzieć który, doprowadzić do pokoju i trwałej przyjaźni z Rosją za cenę oddania jej Polski. Ale ta biurokratyczna Rosja, zawsze gotowa do świętego przymierza z Niemcami, o Polsce autonomicznej, rządzonej na podstawie manifestu Wielkiego Księcia Mikołaja przez urzędników krajowych, nie słyszeć nie chciała: tego rodzaju Polska byłaby dla starej Rosji nie tylko bezwartościową, ale wprost niebezpieczną.

By więc znów zrobić dla biurokratycznej Rosji z Polski obiekt sprzedaży za osobny pokój, pożądaną przez te sfery, które do pokoju dążyły, Berlin postanowił dostarczyć biurokracji petersburskiej pretekstu do zniesienia w Polsce w razie powrotu wszelkich urzędów autonomicznych, do anulowania obietnic W. Księcia i do rządzenia Polską według starej recepty berlińskiej. Pretekstem tym miałyby być tłumne, dobrowolne zapisywanie się Polaków pod chorągwie pruskie do walki przeciw Rosji, na pierwsze wezwanie Berlina. I gdyby rzeczywiście, w listopadzie 1916 roku, zgłosiło się było 100.000 ochotników polskich, w sferach biurokratycznych rosyjskich radość byłaby większa niż ze zdobycia Konstantynopola. Toteż agitacja za werbunkiem do « armji polskiej » zwłaszcza za granicą, była, ze strony kół biurokratycznych rosyjskich nie mniej intensywnie popierana, jak ze strony agentów berlińskich, naszych, aktywistów. Wierząc w powodzenie tak dobrze obmyślanego planu, Eks. Stürmer, jeszcze w Październiku, zapewniał że mu się uda zerwać maskę » fałszywej lojalności » Polaków.

Rozsądne zachowanie się społeczeństwa polskiego zapobiegło nie tylko tryumfowi berlińskiemu, petersburskiej kliki, ale przedewszystkiem stworzeniu « fait accompli » wojny rosyjsko-polskiej-degradującemu kwestję polską do sprawy należącej do kompleksu drugorzędnych kwestji « Mitteleuropy ». A takie starcie dałoby Niemcom możliwość niedopuszczenia do porozumienia rosyjsko-polskiego, tak niebezpiecznego dla Berlina, na przeciąg nowych pokoleń. Naród nie dał się wziąć: wysłanych z Piotrkowa, 19 Listopada 1916 roku, 150 oficerów i 2 000 podoficerów werbunkowych zdołało, w ciągu czterech miesięcy, zwerbować wśród ludności męskiej Królestwa Polskiego, liczącej 1.026.000 głów zaledwie 508 (pięćset ośmiu) ochotników! Na jednego oficera i czterestu werbowników wypada 4-ch zwerbowanych, czyli jeden na miesiąc!

Wobec fiaszka tego, ze względu na stanowisko Rosji, tak niebezpiecznego berlińsko-petersburskiego eksperymentu, Stürmer musiał ustąpić. Berlin jednak, potrafi zidentyfikować kwestję zbrojnego wystąpienia Polski przeciw Rosji z kwestją egzystencji małej grupy polityków polskich, którzy chwilowo nad Wisłą reprezentują, dzięki poparciu niemieckiemu kierunek germanofilski, by z ich pomocą wyzyskać siły polskie dla wypełnienia luk w swoich formacjach; tem więcej, że nieoczekiwane chłodne stanowisko społeczeństwa polskiego zmusiło Berlin do szukania formy związania i sparaliżowania zdolnych do broni sił Królestwa Polskiego na czas, kiedy losy Polski będą decydowane, by nie spotkać się z tej strony z czynnym oporem. Formą taką było zrekrutowanie ludności Królestwa Polskiego i zaprzysiężenie na wierność ces. Wilhelmowi, i to też Berlin uważa za najważniejsze zadanie ustanowionej przez Niemcy prowizorycznej Rady Stanu.

(d. c. n.)

Capitaine ORDON.

samodzielnego bytu państwowego. Prelekoję swoją urozmaicił świetny uczony szwedzki licznymi cytatai z pism poetów polskich w swoim własnym mistrzowskim tłumaczeniu.

Prof. J. Bless streścił w jednogodzinny wykładzie historję Polski, ilustrując swe wywody pięknymi przeżroczami. Śpiewaczka operowa panna Göta Ljungberg urozmaiciła wieczór wykonaniem kilku utworów szwedzkich. Pan Seen Otto Svensson odśpiewał polskie hymny narodowe, których obecni wysłuchali stojąco. Wieczór pozostawił jaknajmilsze wspomnienie.

Misja Wojskowa Francusko-Polska

Do przeprowadzenia formacji Wojska Polskiego we Francji, została przez Pana Ministra Wojsny powołana Misja Wojskowa Francusko-Polska.

Szefem Misji został mianowany Generał dywizji, Ludwik Archinard, jeden z najbardziej zasłużonych generałów francuskich, znakomity administrator, organizator i dowódca wojsk kolonialnych, członek Rady wojennej francuskiej, który w wieloletniej swej karierze wojskowej miał pod sobą wielu Polaków.

Pomocnikiem szefa Misji został mianowany podpułkownik Armji francuskiej, Warszawa nin p. Adam Mokiejewski, ze znanej i zasłużonej w Królestwie rodziny obywatelskiej.

O dniu otwarcia Biura 4, rue Chanaleilles dla publiczności zawiadomią ogłoszenia w prasie.

Tam, pod adresem Misji Francusko-Polskiej, należy wysyłać wszelkie zgłoszenia i zapytania w sprawie przeniesienia do Armji Polskiej lub zaciągnięcia się do niej.

ILE DOBREGO ZROBIŁY LALKI

Pod tym tytułem w « Sokole Polskim », wychodzącym w Stanach Zjednoczonych (w Pittsburgu) ukazał się następujący artykuł, dotyczący Kolonii Polskiej we Francji:

« Pani Helena Paderewska komunikuje nam następujący wyjątek z listu p. T. Łazarskiej, który świadczy dobitnie, ile dobrego uczyniła dla biednych Polaków sprzedaż lalek.

« Wyjątek z listu pani T. G. Łazarskiej, kierowniczkii polskiej artystycznej pracowni w Paryżu, z dnia 18 grudnia, 1916, świadczący jaką rzetelną pomoc niesły lalki naszym rodakom w Paryżu i jak wdzięcznym sercem była ona przyjmowana.

« Nie potrafimy nigdy dość podziękować za to wszystko Pani i Państwu, w imieniu własnym i tych wszystkich, których praca około lalek wyrwała z nędzy i w imieniu tych dzieci polskich uratowanych od śmierci dzięki Państwu. »

« Pracują i pracowali w warsztatach literaci, muzycy, rzeźbiarze, malarze, aktorzy profesorsowie uniwersytetu, panowie i panie, ongiś bardzo bogaci, ze wszystkich stron Polski. Także robotnicy i robotnice, ludzie w sile wieku, dzieci i starcy, zdrowi i słabowici. Warsztaty były i są zawsze punktem oparcia i schronieniem dla wszystkich potrzebujących, a wstydzących się żebrać lub brać zapomogi. Dają one zajęcie i utrzymanie żołnierzom kalekom, nawet ślepym i innym ofiarom wojny.

« Skonstatować można, że w drugim roku wojny, we wszystkich dziedzinach i zawodach

polepszyły się znacznie warunki, że, łatwiej o pracę i dobry zarobek także dla artystów. Wielu też z naszych współpracowników znalazło dobre zajęcia. Wielu z nich, jak sami przyznają, dzięki warsztatom, przetrwało najgorsze dla nich chwile i znaleźli odpowiednie swym zdolnościom miejsce.

« Wszystkie te rezultaty osiągnąć było można dzięki Państwu, Ich pomocy, dzięki uwagom i wskazówkom Pani, tak niesłychanie zawsze bystrym i słusznym. »

CZYTELNIĄ KSIĄZEK POLSKICH

Niniejszem zawiadamiamy, iż w dniu 14 bm. czerwca otwarta będzie w « Polonii » Czytelnia książek polskich.

Czytelnia ta została nam przekazana przez « Czytelnię Polską w Paryżu », aktem z dnia 10 maja 1916 roku, na warunkach następujących:

Otrzymałmy do zawiadywania Czytelnią, składającą się « z około 1.500 tomów », ruchomości w postaci szaf, stołów i stołków oraz gotówki w sumie 59 fr. 10 cent. a ponadto przejęliśmy długie i zobowiązania Czytelni, przyjmując na się obowiązek zachowania « Czytelni » jako instytucji publicznej i, w razie niemożności jej prowadzenia, przekazania jej innej Instytucji polskiej w Paryżu na tych samych warunkach.

W myśl powyższego zobowiązania, przez czas pewien usiłowaliśmy tymczasowo prowadzić, « Czytelnię » bez przerwy w jej do tyczasowym lokalu, na ulicy Cardinal-Lemoine, — przed trzema dopiero miesiącami, przenieśliśmy Czytelnię do lokalu « Polonii », gdzie zarezerwowaliśmy i urządziliśmy dla niej oddzielny pokój i, dopiero po uporządkowaniu księgozbioru, po sprawdzeniu katalogu i wykreśleniu zeń brakujących książek, przystępujemy do oddania Czytelni do użytku publicznego i otwieramy miesięczny abonament na książki polskie.

Warunki tego abonamentu są następujące:

Zastaw na jedną książkę wynosi 5 fr. Zastaw ten, w każdej chwili, po zwróceniu książki, podlega wypłacie. Zastaw dla biorących dwie książki wynosi 10 fr.; biorący naraz trzy książki składają 15 fr. zastawu i. t. d.

Opłata abonamentowa, miesięczna, wynosi 1 fr., od dwu książek naraz 1 fr. 50 cent. i. t. d. od każdej następnej po 50 cent.

Znaczy to oczywiście, że każdy wypożyczający jedną książkę naraz, płacąc 1 fr. ma prawo, w ciągu miesiąca, zmienić tę jedną książkę kilka czy kilkanaście bodaj razy.

O ile Abonent nie zwróci pożyczonej książki w ciągu miesiąca, zastaw złożony przezeń przepada i staje się własnością Czytelni.

O ile Abonent bierze dzieła wyjątkowo cenne z Czytelni, winien jest złożyć zastaw odpowiednio wysoki.

Te zastrzeżenia mają na celu jedynie utrzymanie w całości Czytelni, nam powierzonej.

Książek na prowincję wysyłać na razie, z powodu trudności pocztowych, wynikających ze stanu wojennego, nie będziemy.

Ufamy, iż wszyscy Czytelnicy « Polonii » powitają « Czytelnię » książek z ukontentowaniem.

Zaspokoń ona niewątpliwie dotkliwie dający się odczuwać brak książek polskich, przyczyni do krzewienia myśli polskiej, do utrzymania jej w pełni życia.

Czytelnia otwarta jest codziennie (za wyjątkiem świąt) od 3 — 6 po południu.



SENAT A STREJK UNIWERSYTECKI

(Korespondencja « Nowej Reformy »).

Warszawa, 21 maja.

Dziś, na bramie Uniwersytetu, pojawiło się następujące zarządzenie rektoratu:

« Podaję do wiadomości pp. studentów, że wzorem roku ubiegłego, przerwa świąteczna z okazji Zielonych Świąt trwać będzie od 21 bm. do 30 maja. Rektor Brudziński. »

W ten sposób rektorat znalazł wybieg w zastrzeżonej sytuacji strajkowej. Jak wiadomo, podczas ostatniego piątkowego wiecu, młodzież uchwaliła strejk kontynuować. Ewentualne zarządzenia przeciwstajkowe władz niemieckich stały się wobec dzisiejszego obwieszczenia rektoratu bezprzedmiotowe.

W międzyczasie toczyć się będą rokowania senatu akademickiego z władzami w sprawie autonomii uniwersytetu, jakoteż pertraktacje z przedstawicielstwem młodzieży, co do podjęcia zajęć i pracy naukowej z początkiem czerwca. Istnieją uprawnione podstawy do przypuszczenia, iż młodzież z końcem b. miesiąca wróci do pracy.

NEKROLOGIA

† W Poznaniu, zmarł dnia 20 b. m. Ludwik Hojnacki, długoletni członek redakcji « Dziennika Poznańskiego », przeżywszy lat 58. Wstąpiwszy do redakcji « Dziennika Poznańskiego », jako 18-letni młodzieniec, ś. p. Hojnacki miał w tym roku obchodzić 40-lecie swej pracy dziennikarskiej. — W « Dzienniku Poznańskim » prowadził dział miejscowy. W okresie prześladowań polskiego słowa, przed laty 20, skazany był za przekroczenie polityczne na 3 miesięczne więzienie. Zmarł nagle, jak żołnierz, na posterunku umiłowanej pracy.

† W schronisku św. Józefa w Marymoncie zmarł, dnia 17 b. m., przeżywszy lat 78, uczestnik powstania 1863 roku, ś. p. Stanisław Daniszewski.

Walczył pod dowództwem pułkownika Grabowskiego. Ranny pod Ossą, w Radomskiem, był następnie skazany przez sąd wojenny w Skierniewicach na śmierć. Wyrok ten przed wykonaniem zmieniono na zesłanie do gubernii tatarskiej skąd, po latach kilku, powrócił do kraju.

† Z Wilna donoszą: Świat artystyczny wileński postradał, w tych dniach, jedną z lepszych sił, starsza zaś generacja b. wychowanców warszawskiej szkoły Sztuk pięknych, w której tyle zasług położył znany prof. Wojciech Gerson, jednego z utalentowanych przedstawicieli malarstwa ojczystego. Zgasł ś. p. Wł. Leszczyński, przeżywszy niespełna 65 lat wieku, z tego dużo lat tułaczki za chlebem po ziemiach ojczystych i obczyźnie rosyjskiej. Mieszkając w Wilnie już około 10 lat, dał się poznać z ciekawych obrazów z pamiętnej epoki 1812 roku (przysięga na konstytucję w katedrze wileńskiej, Napoleon na górze Zamkowej), dalej z karykatur w pismach humorystycznych wileńskich i aktualnych rysunków na pocztówkach świeższej daty. Malował w Wilnie sporo rzeczy religijnych dla świątyń wileńskich, restaurował obrazy kurjarsze kościoła Bernardyńskiego, odnawiał dawne dzieła sztuki.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU!

KRONIKA PARYSKA

◊ **Wakacje letnie dla dzieci polskich.**

Zarząd Towarzystwa Imienia Klauddi Potockiej wraz z Zarządem Wydziału Sokoła opieki nad dziećmi utworzyły komisję, która zajmie się wysłaniem dzieci niezbędnie potrzebujących ra-

towania nadwątłego zdrowia na wakacje letnie.

Ze względu, że znaczna część rodziców nie jest w stanie ponieść kosztów pobytu na wakacjach swych dzieci, prosimy o łaskawą i jaknajszybszą pomoc aby nasi « milusińscy » mogli wyjechać na wieś.

Wszelkie datki prosimy nadsyłać do Administracji « Polonii », do Pani Janowej Lipkowskiej, 128, Boulevard Hausmann, lub wreszcie do Pana A. Szawklisa, 15, Rue de l'Arc-de-Triomphe. Po powrocie dzieci z wakacji, komisja ogłosi szczegółowe sprawozdanie.

◊ **Dzień Polski w Amfiteatrze Sorbony.**

Dzień polski w Amfiteatrze Sorbony, z przyczyn, wynikających z organizacji tego dnia, został odłożony na czwartek, dnia 21 czerwca.

Opóźnienie to przyczyni się jeno do uświetnienia tej wielkiej uroczystości, urządzanej pod hasłem Francja dla Polski.

◊ **Uzupełnienie.**

Do naszego Sprawozdania z kosztów urządzenia Pielgrzymki do Montmorency zakradło się opuszczenie a mianowicie opuściliśmy nazwisko jednego z bardzo czynnych Delegatów, p. Stanisława Ziemińskiego, a w szczególności na liście tych pp.: Delegatów, którzy przyczynili się do pokrycia znacznych kosztów Pielgrzymki.

◊ **Wiadomości żołnierskie.**

P. Paweł-Romuald Kleczkowski, tłumacz (interprète stagiaire) przy Sztabie Armii, w Biurze prasowym, został z adjutanta-szefa awansowany na tłumacza klasy trzeciej (podporucznika) i otrzymał Misję specjalną.

◊ **Dary.**

W ubiegłym tygodniu otrzymaliśmy następujące znaczniejsze dary.

Od WPana Stanisława Silbersteina, dla Żołnierzy-Polaków, franków 100.

Od WPana Jana Reszkego, prezesa Komitetu Rannych, dla Żołnierzy-Polaków, franków 100.

Imieniem obdarowanej Instytucji zasyłamy Zaczynym Ofiarodawcom serdeczne podziękowania.

◊ **Zebranie Towarzystwa Artystów.**

Przejdźmy zebrania walnego Towarzystwa Artystów Polskich z dnia 27 maja zawiadamia, że dalszy ciąg tegoż zebrania odbędzie się dnia 10 czerwca 1917 r. o godz. 3-ej pp.

◊ **Koło Polskie w Nicei.**

Dnia 30 maja r. b. odbyło się zebranie ogólne Koła Polskiego w Nicei, pod przewodnictwem p. Jana Styki, artysty malarza, i hr. Rohozińskiego, prezesa honorowego, w obecności wielkiej liczby naszych rodaków.

Mistrz Styka zawiadomił zgromadzenie o wyniku składki urządzonej w celu niesienia pomocy 14 tysiącom sierot polskich. Składka ta osiągnęła sumę 8 350 franków; prezes dziękował przeto gorąco hojnym ofiarodawcom za tak wspaniały wynik. Dochód z wieczoru polskiego w Valrose i ze sprzedaży przedmiotów sztuki wyniósł 1 554 franki i 100 rubli. Suma ogólna, która przekracza 10 000 franków, za pośrednictwem Rządu francuskiego, zostanie przesłana Rządowi rosyjskiemu, który ją użyje wedle przeznaczenia.

Po dyskusji przeróżnych kwestii interesujących Koło, przystąpiono do wyborów nowego Komitetu. Mistrz Styka, ponownie i jednogłośnie, został obrany za prezesa. Do Komitetu zaś weszli PP. Walicki, Stachiewicz, Brochnau, Radowski, Turski-Kosko, Rola i Pani Turska.

◊ **Przypominamy.**

Przypominamy ponownie, iż biura « Polonii » są otwarte codziennie (za wyjątkiem niedziel i świąt) od godziny 3 do 6 po południu.

◊ **Fotografie z Pielgrzymki do Montmorency.**

Fotografie z Pielgrzymki do Montmorency, formatu wielkiego, gabinetowego, są do nabycia w Administracji « Polonii » po cenie 2 franki za sztuką (cena kosztu artysty fotografa).

ODPOWIEDZI REDAKCJI

Podziękowania serdeczne zsyła Redaktor naszego pisma tym wszystkim, którzy nadesłali Mu swe adresy, którzy objawili tyle zacnych, szlachetnych, polskich uczuć. Stosownie do życzenia osób interesowanych zgłoszenia ich będą przekazane natychmiast odnośnej władzy. (ce-

daktor przeprasza najmocniej, iż, z powodu braku czasu, nie może odpowiedzieć każdemu z Rodaków poszczególnie, lecz zapewnia, iż przedłożone sprawy załatwi, według mocy i życzenia. Szczególne podziękowania składa Osobom, które tyle dobrych a gorących wyrazów i zapewnień raczyły mu nadesłać.

Panu Konstataemu F. Informacji tego rodzaju, pomimo najszczerzych chęci, udzielić Szpanu nie możemy. W kwestji Jego sprawy niech się Szpan zgłosi w końcu przyszłego tygodnia do Misji Wojskowej Francusko-Polskiej, która jedynie może tego rodzaju zagadnienia rozstrzygać.

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści nabywa Administracja « Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃ —
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Teleph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITES ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• **FUTRA — WYROBY FUTRZANE** •

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• **4, rue Richer, 4 — PARIS** •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo karczopczotowych, bromowych — studjów akademickich; próby wysyła za zaliczeniem.

**WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —**

(Właściciel: **Edm. DENIZOT**)

polecają:

**WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.**

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e).

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom, wyczerpane 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 100/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii »

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.